

Karine Melzer DHEPS SIAES promo 8	<u>D'après les jeunes Va y avoir du taf !</u> MRJC	Fiche de lecture 03 06/02/2016
--	--	---

MRJC	<u>D'après les jeunes Va y avoir du taf !</u>
Livres	Éditions de la Chroniques sociale Collection Comprendre la société - l'essentiel 2012 86 pages ISBN : 978-2-85008-971-8
	Lu le 05/02/2016

Présentation de l'ouvrage

L'auteur :

Cet ouvrage est un ouvrage collectif du MRJC (Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne). Créé en 1929, le MRJC est un mouvement d'éducation populaire entièrement géré et animé par des jeunes de 13 à 30 ans. Le MRJC fait le choix, par l'émancipation de ses membres, de permettre la transformation du monde qui les entoure en leur donnant les moyens de comprendre et d'agir selon la pédagogie de l'action sociale catholique « Voir - Juger - Agir ». Sa vocation est d'agir prioritairement auprès des jeunes ruraux et du monde rural autour de trois leviers : l'agriculture, l'éducation et l'emploi.

Le contexte :

Cet ouvrage est le fruit d'une démarche citoyenne et fait suite à une campagne nationale menée en 2011-2012. Cette campagne s'est déroulée en trois phases. Une première phase d'enquête auprès de 2000 jeunes pour comprendre le regard porté par les jeunes sur leur emploi et le travail. La deuxième phase a mené à la construction de propositions sur la base de l'exploitation des enquêtes en interaction avec des chercheurs, des économistes, des politiques, des syndicalistes. La troisième phase s'est inscrite dans les régions pour traduire les propositions en réponses concrètes.

La forme :

Cet ouvrage s'articule autour de quatre chapitres. Après un état des lieux de la jeunesse, il questionne la notion de travail (pour qui, pourquoi ?), il présente ensuite la nécessité, au vu du contexte social, économique et environnemental actuel, d'un nouveau contrat social avant de défendre deux propositions ouvrant de nouveaux droits (pas que) pour les jeunes. Chacun des quatre chapitres se termine par le témoignage d'une personne ressource et d'un-e jeune du mouvement.

Le contenu de l'ouvrage

Le constat du MRJC est sans appel : malgré des dizaines de programmes et dispositifs qui se sont succédés depuis les années 1970 pour faciliter l'accès des jeunes à l'emploi, « *de plus en plus de jeunes galèrent* ». Ils traversent une longue période (de 18 à 28 ans en moyenne) d'acquisition

progressive de leur autonomie et « *les problèmes rencontrés par les jeunes* » sont rapidement traduit, dans notre société où les jeunes sont exclus des espaces de concertation et de décision, par « *la jeunesse comme problème* ».

Pour le MRJC, ce n'est évidemment pas la jeunesse qui est un problème mais leur accès au travail et à un emploi. La cause de ce problème étant la conception du travail et le rejet des jeunes dans notre société actuelle et non les jeunes eux-mêmes.

La conception du travail s'est fortement modifiée avec la naissance d'une nouvelle ère, celle de la mondialisation libérale où « *Tout devient marchandise. Même l'emploi.* ». « *Le modèle libéral réduit l'emploi à une composante de la production. C'est un facteur de production, interchangeable, et auquel correspond une valeur monétaire. L'emploi s'échange sur un marché qui fixe le prix, la rémunération. Les salariés sont mis en concurrence. Une logique qui amène à des remises en cause progressive du droit du travail* » (p.30). Sous prétexte de devoir tout essayer pour solutionner le problème d'accès à l'emploi des jeunes, « les jeunes » constitueraient un laboratoire pour déstructurer le droit du travail (généralisation des contrats précaires, allongement des périodes d'essai, minimisation des rémunérations et droits sociaux (smic jeune, stages...), déclassement, dégradation des conditions de travail...). Les jeunes et la crise comme le résume **François Daniellou**, ergonomiste du travail : « *La crise sert de laboratoire social à l'envers, la crise sert à tester jusqu'où peut aller la flexibilité* ».

Le MRJC pointe une autre problématique étayée par les travaux de **Danièle Linhart**, sociologue du travail : l'apparition d'« *une nouvelle forme de rationalisation de l'organisation du travail* ». « *Elle vise les cadres comme les employés. Elle consiste à fixer des impératifs et des objectifs avec des contrôles extrêmement détaillés et rapprochés. Aux cadres, on demande un « reporting ». Chaque demi-journée et parfois même quatre fois par jour, ils sont censés dire à quoi ils ont utilisé leur temps. La traçabilité informatique permet de contrôler l'activité des individus sur le lieu de travail. Savoir comment ils travaillent, où ils en sont.* »¹Cette organisation rationalisée enlève toute marge de manœuvre, être un « bon » professionnel n'a plus de sens et le travail perd de son sens. (p.35). Une perte de sens qui pousse à deux comportements contradictoires. « *Du désintérêt (« à quoi bon bien faire les choses si je ne suis pas sûr d'être là demain » ou de la dévotion (« se donner tout entier car j'ai besoin de ce poste pour vivre »)* » (p.36). Cette perte de sens est généralisée de l'économie privée à l'économie publique : « *La pression du chiffre et de la logique comptable se diffuse partout. Qu'elle vienne de la pression des actionnaires, de la transparence des comptes publics ou de l' « évaluation qualité ». Chaque secteur, chaque euro investi, chaque établissement doit à tout moment faire la preuve de sa rentabilité. Et surtout, chaque poste. Chacun est sommé d'être productif. Et la menace du chômage discipline les esprits. Pour garder son poste, révolte interdite !* ».

Enfin, le MRJC expose une contradiction déjà pointée par **Hannah Arendt**, politiste, en 1958 : « *l'injonction paradoxale à trouver du travail, à tout fonder sur le travail, alors qu'il y en a de moins en moins pour tous.* » (p.38). Aussi Hannah Arendt et le MRJC invitent à repenser le travail (à réfléchir à son sens, à sa valeur, à sa place dans la société, à son partage) et à changer le travail pour offrir des perspectives plus enthousiasmantes aux travailleurs. Dans son témoignage, un jeune exprime ainsi : « *J'ai besoin que mes qualités humaines et relationnelles soient prises en compte par mon employeur, plutôt que le côté « exécutant » pour être directement rentable pour*

1 [Http://www.bastamag.net/article1610.html](http://www.bastamag.net/article1610.html)

eux. Je pense aussi que les entreprises devraient plus organiser le transfert de connaissances et de compétences entre les générations au sein de l'entreprise. » (p.42)

Les jeunes du MRJC affirment que « *[leur] génération vit des bouleversements profonds de modes de vie, d'organisation sociale et économique* » liés aux mutations et crises de notre société. Ils pointent le risque que ces changements aillent vers un système économique toujours plus libéral et proposent de s'en emparer pour réinventer de nouvelles façons de vivre ensemble où la coopération supplante la compétition de tous contre tous. (p.48)

Pour ce « nouveau contrat social », le MRJC soulève plusieurs enjeux :

1) contrer les excès du capitalisme en favorisant a) l'appropriation de la question économique et de ses processus complexes par les citoyens afin qu'ils aient prise sur l'économie, b) la taxation des flux financiers pour lutter contre la spéculation, c) la transparence et l'encadrement des agences de notation qui mettent sous pression les politiques entamant le processus démocratique, d) limiter les écarts de salaire au sein d'une même entreprise, e) lutter efficacement contre les paradis fiscaux.

2) redonner du sens à la fiscalité en repositionnant l'impôt comme outil central de la répartition des richesses avec une plus forte progressivité et une imposition des revenus du capital alignée sur ceux du travail.

3) rendre le service public accessible à tous car « *l'impression que l'Etat, les services publics ne sont plus présents dans certains territoires amène un risque supplémentaire de fracture sociale, de sentiment de relégation, d'exclusion* ».

4) construire une économie qui soit au service de l'intérêt général et non des intérêts individuels, inventer de nouvelles façons de produire, consommer, échanger, travailler. Le MRJC propose notamment de perfectionner, développer et structurer l'économie sociale et solidaire dont les principes répondent à ces défis. « *A la fois mouvement et secteur économique, à la frontière entre public et privée, l'ESS reste un modèle : elle promeut une économie au service de l'Homme, par une gouvernance démocratique des outils économiques. Composée d'associations, de mutuelles, de coopératives, de fondations, portées par des militants, le secteur de l'ESS fait vivre dans le champ économique, dans le travail, des valeurs de solidarité, de démocratie, d'intérêt général, d'égalité mais aussi de liberté. Les travailleurs ne sont pas vus seulement comme des facteurs de production mais comme les artisans d'un projet collectif. Ils sont impliqués dans le processus de production et de décision.* » (p.52)

5) partager l'emploi, mieux répartir le travail tant entre les personnes qu'au cours de la vie, notamment en limitant le recours aux heures supplémentaires, en incitant au travail partiel choisi, en facilitant l'accès à des dispositifs de partage choisi (formation, congé parental, année sabbatique...). Ce partage permet à chacun de bénéficier d'une rémunération suffisante et de temps de vie équilibré entre travail, activités diverses, vie familiale ou militante tout en réduisant le mal-être au travail, les burn-out et les surcharges de travail.

6) mettre le salarié au cœur de l'entreprise en les impliquant dans le processus de décision des entreprises plutôt qu'en les réduisant à « *de simples exécutants bénéficiant d'une marge de manœuvre plus ou moins grande, enfermés dans un lien de subordination* », en remettant en cause les pratiques managériales de contrôle pour insuffler de la confiance et permettre à chacun de trouver la possibilité d'être un « bon professionnel ». (p.58) Une étude de la DARES et de l'INSEE parue dans l'Humanité du 19 mars 2012 relève que « *Les générations les plus récentes signalent davantage qu leurs aînés des difficultés liées à l'organisation du travail : leurs compétences, leur*

semble moins pleinement utilisées, leur travail moins reconnu et davantage exercé sous pression » (p.57)

7) agir pour une transition écologique et énergétique en changeant nos modes de vie et de travail pour répondre aux enjeux environnementaux (réchauffement climatique, raréfaction des ressources naturelles, augmentation de la population mondiale). Cela passe notamment par la relocalisation de l'économie, la limitation des activités polluantes, le développement des énergies renouvelables...

8) articuler éducation nationale et éducation populaire pour permettre une meilleure compréhension du monde, la capacité à se positionner, à agir dans un cadre collectif, à prendre part au monde qui nous entoure

Le MRJC conclue son ouvrage par deux propositions pouvant devenir projets de loi en se basant sur un postulat : « *changer l'action publique en direction des jeunes commence par ne plus seulement agir spécifiquement pour les jeunes* ». (p.68)

La première proposition consiste en un Droit à l'émancipation par l'éducation tout au long de la vie se caractérisant par un « crédit » de 20 années de formation pour chaque citoyen, utilisées dans le cadre de son parcours scolaire ou de la formation continue.

La seconde proposition consiste en un Droit à participer à la vie de la cité se caractérisant par la limitation des mandats de toute représentation, qu'elle soit associative, politique, syndicale ou économique permettant une dynamisation de nos espaces démocratiques et de redonner sens à la représentation.

Commentaire

Transformation sociale : entre nécessité et désir

Le problème d'accès à l'emploi des jeunes, comme d'autres maux de notre société, est en fait lié à notre système économique dominant inscrit dans la mondialisation libérale. Alors que « *La crise sert de laboratoire social à l'envers, [qu'elle] sert à tester jusqu'où peut aller la flexibilité* », la crise pourrait être le laboratoire social de « *nouvelles façons de vivre ensemble* », « *de nouvelles façons de produire, consommer, échanger, travailler.* ». Il apparaît que ces « nouvelles façons » relèvent de « *valeurs de solidarité, de démocratie, d'intérêt général, d'égalité mais aussi de liberté* » que le MRJC - qui vise à « *permettre la transformation du monde qui les entoure* » - dit partager avec le champ de l'économie sociale et solidaire.

La période actuelle est caractérisée par d'inévitables « *bouleversements profonds de modes de vie, d'organisation sociale et économique* » liés :

- 1) au tournant de civilisation, à l'accélération du temps, à la fin du pétrole, à la crise économique ;
- 2) à la nécessaire transition écologique et énergétique pour répondre aux enjeux environnementaux (réchauffement climatique, raréfaction des ressources naturelles, augmentation de la population mondiale) ;
- 3) à la perte de sens et au mal-être engendrés par « *une société de travailleurs sans travail* »

En fonction du cap suivi - poursuivre dans le capitalisme libéral ou chercher des alternatives basées sur d'autres valeurs et principes - notre société peut aller aux limites des capacités de notre planète et des inégalités où la loi du plus fort (du plus riche) s'impose à tous ou entamer une réelle

mutation.

Travail : de nouvelles bases à inventer

François Chérèque, secrétaire général de la CFDT, qui témoigne dans l'ouvrage expose les contradictions entre les attentes et désirs des travailleurs et leur réalité actuelle et les conditions d'un travail épanouissant. Pour lui, les salariés sont attachés à leur travail et 42% pensent qu'ils s'y accomplissent alors que le degré d'insatisfaction est élevé : « *sentiment de mal faire son travail, absence de perspectives d'évolution. Le travail peut combler, décevoir, parfois détruire. Il est vecteur de réussites et de fiertés, mais aussi de souffrances* » (p.75). Il constate également que la motivation au travail s'émousse au cours du parcours professionnel (80% des moins de 25 ans disent avoir envie de s'investir dans leur entreprise contre 15% chez les plus de 50 ans). « *La menace du chômage, de la peur du déclassement, certains modes agressifs de management, la pression constante de l'objectif, les minces perspectives de carrière sont autant de facteurs qui pèsent négativement sur les salariés.* ». Aussi il conclue que pour un travail émancipateur, il est nécessaire de « *remettre la dimension humaine du travail et la personne au centre de l'entreprise et de revoir en conséquence l'organisation du travail qui trop souvent demeure fortement centralisée, hiérarchisée, standardisée. Bref de réussir à conjuguer performance économique et performance sociale.* ».

Concernant l'évolution du travail, il s'agirait avant tout de remettre en cause :

- 1) « *la glorification théorique du travail* » (Hannah Arendt) qui nuit aux autres facultés de l'homme et à une répartition du travail entre les individus
- 2) l'assimilation de l'emploi à un facteur de production interchangeable, auquel correspond une valeur monétaire, et qui se met en concurrence
- 3) la rationalisation de l'organisation du travail basée sur un management directif et répressif

Le MRJC évoque à travers cet ouvrage divers facteurs clefs pour faire évoluer le travail:

- renforcer les marges de manœuvre
- ne plus regarder la productivité et la rentabilité individuellement ou de façon parcellaire mais dans sa globalité
- repenser le sens, la valeur, la place du travail dans la société et pour chacun
- construire les relations dans la coopération et non dans la compétition
- donner la capacité de comprendre et d'agir, permettre l'expression, la critique
- favoriser l'émancipation, la responsabilisation et l'action via l'éducation populaire
- limiter les écarts de salaire dans une même entreprise
- placer l'intérêt général avant l'intérêt individuel
- répartir le travail entre individus et dans le temps
- impliquer les travailleurs dans les processus de décision
- s'affranchir des liens de subordination
- adapter les modes de vie et de travail aux enjeux environnementaux
- s'appuyer sur les qualités humaines et relationnelles des travailleurs pas sur leurs seules compétences exécutives

L'économie sociale et solidaire : un potentiel à développer et élargir

Le MRJC présente l'économie sociale et solidaire comme un levier d'action prioritaire : « [ce modèle] pose les bases d'un modèle de développement durable, éthique et non délocalisable. Un modèle alternatif que nous voulons promouvoir ! ». « Le secteur de l'ESS fait vivre dans le champ économique, dans le travail, les valeurs de solidarité, de démocratie, d'intérêt général, d'égalité mais aussi de liberté » Parmi ses principes : « une gouvernance démocratique des outils économiques », « les travailleurs ne sont pas vus seulement comme des facteurs de production mais comme les artisans d'un projet collectif. Ils sont impliqués dans le processus de production et de décision ». Toutefois, les rédacteurs concèdent que « ce modèle doit continuer à être perfectionné, développé, structuré ».

Pour **Jean-François Draperi**, qui témoigne dans l'ouvrage, « *L'ESS réconcilie l'économie et la société. L'ESS est une économie produite par la société et pour la société.* ». Il oppose ainsi le capitalisme qui détruit les sociétés en développant la compétition, l'individualisme, les inégalités et les exclusions et l'économie sociale et solidaire qui renforce le lien social en s'appuyant « sur les principes de mutualisation (s'entraider face aux risques plutôt que de profiter de la faiblesse d'autrui), de coopération (faire ensemble plutôt que l'un contre l'autre), et d'association (participer à un projet collectif plutôt que développer des projets individuels concurrents) ». Le terme « lien social » est devenu un mot fourre-tout et à la mode. Pour autant, Draperi lui confère une autre dimension : au-delà de la rupture de l'isolement (en rassemblant des personnes plutôt que des capitaux), il considère également la décision démocratique, l'expression de la créativité de chacun, le rapport aux territoires et aux biens communs. Reste à savoir si l'ESS - qui s'est construite en opposition au capitalisme - constitue une réelle alternative ou si elle ne fait que réparer et compenser les failles du capitalisme (comme le reprochait Marx²). Draperi concède que « *L'ESS ne parvient pas aussi aisément à généraliser ces pratiques. Mais elle fait quotidiennement la preuve qu'elle est capable de les mettre en œuvre dans les secteurs d'activités les plus variés et dans les pays les plus différents* ». Aussi, « *L'ESS contemporaine est encore embryonnaire et incertaine au regard de son potentiel* ».

Des pistes à creuser

Pour traiter la question de l'emploi, et plus particulièrement de l'emploi des jeunes, le MRJC présente deux propositions qui dépassent le champ du travail et de l'emploi. Il s'agit du Droit à participer à la vie de la cité, avec la question de la représentativité et de la limitation des mandats et du Droit à l'émancipation par l'éducation tout au long de la vie, avec la question de la formation permanente et de la capacité de compréhension et d'action.

A partir de ces deux propositions, on pourrait identifier deux axes d'observation pour la recherche : 1) les pratiques de gouvernance, les processus de décisions et de représentation ; 2) la question des rôles, de la complémentarité.

Il paraît particulièrement intéressant de regarder au sein de ces deux axes les questions d'autonomie et de responsabilité.

Deux aspects semblent ressortir : 1) les valeur, fonction, place du travail dans l'entreprise / pour les individus ; 2) quelle organisation et quels principes de travail ?

² Trouver la référence – Cf François Dibot